



Edito

Y'EN A MARRE... MONSIEUR LE DÉPUTÉ

Estomaqués et surpris ne sont pas les bons adjectifs. Déçus et interpellés encore moins, et l'inverse tout au contraire. Voici les premières analyses que nous pouvons faire, au regard des comptes rendus, interventions et articles de presse concernant vos dires suite à votre "visite" en Israël. Au contraire d'une recherche d'une pluralité d'esprit, vous n'avez pas fait le choix de prendre des chaussures de marche pour aller chercher une tout autre information, une autre analyse, et reconnaître les atrocités dans les territoires en Palestine. Vos baskets blanches, d'un immaculé certainement aveugle, vous ont très certainement conduit à affirmer une réaction politique dirigée, unilatérale. Commentaires dictés par on ne sait quoi, par on ne sait qui, sûrement par des éléments de langage bien établis par un gouvernement en faillite, potentiellement par des soupçons de mission divine et très certainement par une déconnexion de l'Histoire et de la réalité, que vous devriez connaître et analyser, Monsieur le Député.

Plutôt que de faire preuve d'abnégation, d'une vision impartiale et critique de la situation, d'une vision humaniste et internationaliste, vous avez fait le choix d'une prise de position partisane, pro Netanyahu et son gouvernement raciste. Que répondez-vous à cette phrase : "J'ai organisé un siège complet de Gaza. Nous combattons les animaux humains et nous agissons en conséquence" ? Que répondez-vous quand la présidente de l'Assemblée Nationale ne dit rien sur un massacre sans précé-

dent et dit "apporter un soutien inconditionnel à l'Etat d'Israël" ? Par conséquent le parlement élu serait forcément associé au massacre de milliers de Palestiniens dont plus de deux mille enfants ? Ce n'est pas recevable et encore moins démocratique. Une position comme celle-là ne vaut pas décision du peuple, Monsieur le Député.

Monsieur le Député, vous ne pouvez vous laver les mains tout en jouant les nonnes effarouchées. Vous essayez de vous donner bonne conscience mais vous êtes un des responsables de cette escalade en alimentant un climat abject et dénué de toute réflexion politique. Vous distillez la haine de l'autre sans aucune compassion. Vous êtes un fervent pratiquant de la politique macronienne qui détruit nos conquies sociaux, qui met notre peuple en détresse permanente, qui oppose plus qu'il ne rassemble.

Oui, nous vous accusons de détruire notre modèle social et notre influence internationale. Vous faites partie des personnes qui détruisent la République. Nous le rétorquer serait nous faire honneur tant nous sommes attachés aux droits collectifs et individuels, aux droits internationaux, à la République une et indivisible, contrairement à ce que vous portez. Vous n'êtes malheureusement pas à ce point de réflexion tant le fossé est grand entre votre perception du bien commun et la nôtre.

.../...

Sommaire :

Edito : Y'en a marre ...	P. 1 & 2
Prise de parole 13/10	P. 2 & 3
Discours FSU Hommage S. Paty 16/10	P. 3 & 4
Rapport ouverture Congrès UL Vierzon	P. 5 & 6
Introduction Débat Congrès UL Vierzon	P. 7 à 10
Liquidation de fret SNCF	P. 11 & 12



AGENDA

CONGRES de l'UD du CHER
28 - 29 & 30 Novembre 2023
Salle Nelson Mandela
à St-Germain du Puy



28 - 29 - 30 NOVEMBRE
2023
SAINT-GERMAIN DU PUY

Vous êtes déconnecté des salariés et du peuple. Restez seul dans votre monde perché, et nous subirons ce que vous allez décider, vous les suppos du capitalisme : à savoir la guerre mondialisée.

Monsieur le Député, vous êtes très certainement une de ces personnes, élus de la République qui contestent le chiffre atroce de milliers de morts en Palestine. Alors, vous, qui êtes si proche du sort du gouvernement israélien et bien loin du génocide palestinien, donnez-nous des informations plausibles et incontestables pour nous faire réfléchir différemment. Je pense que nous allons attendre longtemps tant vous n'en avez peu et certainement pas. Vous êtes dans la pensée unique, tant française qu'europpéenne.

Monsieur le Député, nous voudrions vous entendre sur le rapport et les discours de la rapporteuse spéciale de l'ONU, Madame Francesca Albanese. Vous, qui êtes tant attaché au droit international et à l'ONU, qui en avez plein la bouche quand ça vous arrange et qui pour autant soutenez les votes de blocus de la France pour ne rien faire. Vous, en tant que parlementaire, soutenez-vous le blocus diplomatique de votre président à l'ONU ?

Madame Albanese qui alerte sur un "nettoyage ethnique qui menace les Palestiniens dans la bande de Gaza" ne serait, avec une certaine compréhension de votre réflexion, qu'une personne ordinaire qui ne ferait qu'un travail subalterne ? Tout ça au regard de vos positions sans a priori de notre part. Soit la CGT est sourde, soit votre camp politique est dans un certain déni, voire dans l'obscurantisme.

Monsieur le Député, vous pensez très certainement avoir le sentiment du monopole de la bien-pensance, mais hélas, les travailleurs ne sont pas dupes et votre supercherie ne tient plus. Casse des régimes de retraite, de la Sécurité Sociale, des services publics, de l'Education Nationale, des collectivités, etc... Vos votes et l'approbation du 49.3 détruisent nos droits. Vous êtes comptable et coupable.

Monsieur le Député, nous vous souhaitons de bons jours contre les droits des travailleurs ici, contre les droits humains ailleurs et pour les guerres que vous soutenez partout.

Les enfants palestiniens vous remercient de votre séjour.

Bon courage, les camarades, contre l'obscurantisme.

Sébastien MARTINEAU
Secrétaire Général



PRISE DE PAROLE 13 OCTOBRE 2023



Cher(e)s Camarades

La réforme des retraites qui s'applique depuis le 1^{er} septembre est toujours aussi injuste, brutale, injustifiée et impopulaire. Le combat s'est poursuivi en mettant la pression dans les négociations des retraites complémentaires et elles doivent se poursuivre dans les branches au sujet des départs anticipés. L'augmentation de 4.9% est à mettre au crédit de la CGT quand le Medef voulait une augmentation rabotée. Certes, cela ne couvre pas la totalité de l'inflation, et pour autant, à en croire le patronat, beaucoup moins aurait-été bien plus raisonnable

Nous restons mobilisés pour la retraite à 60 ans et avant en cas de pénibilité, ainsi que la prise en compte des années d'études dans le calcul de la retraite.

Alimentation, loyer, énergie, transports : tout augmente sauf les salaires. Pendant ce temps, les grandes entreprises continuent de multiplier leurs profits sans que les travailleurs en profitent. C'est l'augmentation générale des salaires qui est aujourd'hui le mot d'ordre commun : du salaire net pour vivre au jour le jour et du salaire brut (maladie, maternité, chômage, retraite...) pour nous protéger tout au long de nos vies.

Nous sommes mobilisés pour l'indexation des salaires sur les prix pour que les fiches de paye ne soient plus amputées par l'inflation et l'ouverture de négociations dans l'ensemble des entreprises, des branches et dans la fonction publique.

Dans le même temps, malgré l'affichage « grande cause nationale », les femmes sont toujours payées un quart de moins que les hommes, en moyenne.

Nous sommes mobilisés pour l'égalité salariale et professionnelle : revalorisation des métiers à prédominance féminine ; refonte et transparence pour l'Index ; pénalisation des employeurs qui ne respectent pas les lois et qui, de fait, discriminent.

Les hôpitaux, la petite enfance, l'aide à l'autonomie et l'aide à domicile, le travail social, les écoles, l'enseignement supérieur, la recherche, les finances publiques, etc...l'ensemble de nos services publics sont à l'agonie.

Nous sommes mobilisés pour des investissements massifs dans les services publics et la réouverture des services de proximité, de qualité qui privilégient l'accueil physique des usagers.

Nos droits sont sérieusement attaqués. De nombreuses luttes font irruption dans le paysage médiatique. Elles ne sont que la pointe de l'iceberg. Partout où les salariés s'organisent dans un syndicat, le rapport de forces se renverse et des avancées concrètes et quotidiennes deviennent possibles.

.../...

La CGT est force de propositions. Nous sommes mobilisés pour rassembler les salariés, écouter et porter les revendications, les représenter dans les instances et dans les mobilisations et gagner des avancées réelles et durables dans l'intérêt du monde du travail.

Le capitalisme est la principale cause du dérèglement climatique. Il est urgent d'agir pour un changement de système économique et une réelle planification qui mettent en adéquation les revendications sociales, les changements de productions et une préservation des ressources, construites avec les travailleurs, afin d'anticiper les besoins en formation et qualification ainsi que la création ou recréation de filières entières.

Les aides publiques ne sont destinées ni aux embauches, ni aux conditions de travail, ni aux salaires. Elles ne servent qu'à l'accumulation de profits. Elles sont inutiles et doivent être supprimées

Partout en France comme dans toute l'Europe, nous sommes des millions à pouvoir mettre la pression au

patronat, aux gouvernements et aux parlements. Ils cherchent à imposer des politiques d'austérité en détruisant les services et les biens publics, nos industries au profit de cette finance et des actionnaires qui captent les richesses créées par le travail. Forts de la mobilisation historique pour les retraites, nous sommes déterminés, unis et à l'offensive pour gagner des droits en faveur des travailleurs et des populations.

D'autres choix sont possibles ! Chaque année, 200 milliards d'euros d'aides publiques fiscales ou sociales sont données aux entreprises sans aucun contrôle. Il faut stopper cette hémorragie. Les budgets d'austérité des services publics sont encore une fois passés par le 49.3, et celui de la sécurité sociale sera bientôt discuté au Parlement. C'est le moment de faire entendre la voix des travailleurs et des travailleuses : nous voulons vivre et non survivre de notre travail, travailler moins et mieux, avec des budgets au service de l'intérêt général et non des intérêts particuliers.

Je vous remercie et bonne manifestation.



Discours de la FSU du Cher pour l'hommage à Samuel Paty, à Dominique Bernard et aux autres victimes du lycée d'Arras. Lundi 16 octobre 2023 - Bourges – 18h30

Il y a maintenant tout juste 3 ans, Samuel Paty était assassiné en pleine rue alors qu'il venait de quitter l'établissement dans lequel, durant des années, il avait enseigné les valeurs de la République.

C'est cette liberté que donnent l'instruction et l'intelligence qu'incarnait Samuel Paty.

Lorsqu'il s'écroula sur le sol, dans cette rue de Conflans-Sainte-Honorine, c'est notre monde qui est tombé avec lui, un monde dans lequel nous vivions avec la certitude que ces violences ténébreuses appartenaient à un passé révolu...

Ce soir, nous aurions dû nous réunir pour honorer sa mémoire en nous jurant que plus jamais un professeur ne tomberait sous la violence des fanatismes...

Et pourtant... Il nous faut aujourd'hui affronter une fois encore l'inacceptable, l'intolérable de cette vio-

lence qui vient prendre les vies de ceux qui ont dédié leur existence à faire triompher les lumières de l'intelligence.

Le 16 octobre 2020 ce fut Samuel, vendredi dernier, ce fut Dominique qui donna sa vie pour défendre ces valeurs qui font de nous ce que nous sommes aujourd'hui.

Lorsque l'obscurantisme prend corps et devient lame de couteau, le temps des mots n'est plus.

Chaque jour, chaque heure, Dominique Bernard a patiemment posé des mots sur des choses, a appris à bien nommer le monde pour que de sa classe sortent des consciences éclairées capables de dissiper les ténèbres de ces obscurantismes qui rôdent, prêts à s'engouffrer dans la moindre faille, dans le moindre interstice laissé dans le fragile rempart de l'intelligence.

Des années durant, il lui fallut porter le combat dans les travées de sa salle à l'ombre de ces figures qui ont forgé ce qu'est notre société aujourd'hui. Intime des autrices et des auteurs, il a su, à travers ces mots qui des siècles durant firent reculer l'obscurantisme, armer des consciences contre les chimères délétères du fanatisme. Il a su, travaillant sans relâche dans ce creuset flamboyant qu'est l'école de la République, donner au monde le meilleur d'une jeunesse devenue citoyenne par son dévouement éclairé et sa mansuétude de chaque instant.

Ce fut là son œuvre de professeur, ce fut là le quotidien de cet homme discret animé par la certitude que les mots peuvent et doivent changer le monde.

Puis, une matinée d'octobre, la littérature ne suffit plus. L'armure des mots se fendille, craque et révèle l'homme. Face à lui s'avance l'obscurantisme, l'arme à la main. Ce n'est plus une figure de style, ce n'est plus une idée désincarnée mais la réalité inexorable de la mort en marche.

Dans les derniers mètres qui le séparent de la lame froide et implacable du fanatique, le professeur s'efface et les concepts s'écrasent avec fracas sur le sol... Ne reste plus que l'homme et ce choix que d'autres ont dû faire avant lui... Fuir ou se dresser contre les ténèbres en marche.

Dans les secondes qui le séparent encore de la morsure de la lame, on peut entendre la voix du poète, froide, déterminée.

« Je n'ai pas peur. J'ai seulement le vertige. Il me faut réduire la distance entre l'ennemi et moi. L'affronter horizontalement. »

Cette voix, c'est celle de René Char dans les « Feuilles d'Hypnos », cette voix c'est celle d'un poète qui comprit que face à l'abomination d'un totalitarisme incarné, la poésie ne suffirait pas pour sauver le monde.

Cette voix c'est celle qui accompagne notre collègue, notre frère d'armes lorsqu'il décida de se porter au-devant de la mort. Ce n'est pas l'héroïsme qui guida Dominique Bernard, c'est son humanité, sa certitude que s'il ne se dressait pas devant ce contre quoi il s'était battu toute sa vie, alors tout aurait été vain.

Les bourreaux des ténèbres ne se paient pas de mots, ils frappent dans un cri et sèment la mort.

La métaphore n'est plus, il ne reste que la réalité insoutenable d'un corps sans vie sur le parvis d'un lycée d'Arras, un vendredi matin d'octobre.

Ce soir, j'aimerais dire que plus jamais nous ne viendrons pleurer l'un des nôtres, mais la bête est toujours là, tapie dans l'ombre, n'affrontant la lumière de notre République que pour en frapper les plus ardents défenseurs.

Que l'on se souvienne longtemps de ceux qui ont osé se dresser devant le fanatisme, David, Jacques, Christian dont les corps porteront à jamais les stigmates de leur courage. Que l'on se rappelle enfin tous ceux qui ont fait barrage à la folie meurtrière et protégé celles et ceux que la nation leur avait confiés.

Hier Samuel, aujourd'hui Dominique. L'École a ses martyrs mais le monde, lui, a perdu deux flambeaux qui portaient la lumière de la raison jusque dans les tanières les plus reculées des obscurantismes.

Nous sommes debout ce soir, nous le serons encore demain, il n'est nul autre choix...

Nous vous le devons.

Au-delà de ce silence nécessaire, il est de notre devoir de céder la parole au poète pour que jamais la jeunesse ne sombre dans la désespérance.

Ces derniers mots sont pour vous qui êtes la raison pour laquelle jamais nous ne cesserons de nous relever pour faire reculer tous les fanatismes.

« Jeunesse qui t'élances
Dans le fatras des mondes
Ne te défais pas à chaque ombre
Ne te courbe pas sous chaque fardeau
Que tes larmes irriguent
Plutôt qu'elles ne te rongent
Garde-toi des mots qui se dégradent
Garde-toi du feu qui pâlit
Ne laisse pas découdre tes songes
Ni réduire ton regard
Jeunesse entends-moi
Tu ne rêves pas en vain. »

Andrée Chedid, « Tant de corps et tant d'âme »
in Poèmes pour un texte 1970-1991,
éditions Flammarion, 1991

RAPPORT D'OUVERTURE

CONGRES UL VIERZON - 19 & 20 OCTOBRE 2023

par Marie-Joe NIZON



Mes chers Camarades,

Tout d'abord, permettez-moi de vous transmettre à toutes et à tous mes fraternelles salutations et mes remerciements pour votre présence.

Je remercie l'ensemble des camarades qui ont répondu présent pour assurer le succès de ce congrès.

Je tiens aussi pour débiter nos travaux, à remercier l'ensemble des camarades qui ont préparé ce congrès et qui ont consacré beaucoup de temps personnel pour que vous puissiez être accueillis dans les meilleures dispositions.

Des remerciements également à nos partenaires et invités qui vont ont déjà été présentés et qui contribuent aussi à nos congrès.

Il me paraît difficile de débiter ce congrès sans prendre le temps d'apporter notre soutien aux victimes de la guerre, de n'importe quelle guerre...tout comme de condamner les actes de terrorisme que rien ne justifie.

Je voudrais aussi que nous rendions hommage aux camarades qui nous ont quittés depuis le dernier congrès, je pense entre autre, à :

- Michel Thuau, membre de la CE de notre UL pendant de longues années puis au syndicat des retraités multipro
- Jean Claude Touzelet, lui aussi membre de la CE de notre UL pendant de longues années
- Pierre Millet, à qui on doit la construction de LBM et un fort engagement en qualité de défenseur syndical

Et je vous propose une minute de silence pour rendre hommage à toutes les victimes des guerres, des attentats ainsi qu'à nos camarades qui nous quittés.

Merci

Je souhaite à toutes et à tous un bon congrès et des débats faits de diversités, d'échanges d'arguments, d'écoute et de respect collectif.

Notre congrès doit être un moment fort de démocratie, il doit fixer l'orientation de l'UL pour les trois années à venir et il doit élire une direction.

Mais il ne suffit pas d'élire un ou une secrétaire générale, il faut que des camarades s'investissent et viennent aider l'UL, il faut que chaque syndicat soit représenté dans la commission exécutive de l'UL.

Il faut que la CGT soit sur le terrain, rappelant que Vierzon est une terre de combats ouvriers.

Nous ne manquons pas de sujets pour débiter et pour se battre.

Dans le contexte actuel, grave, qu'il soit international ou national, nous les travailleurs et les travailleuses, les retraités, les sans emploi, nous nous battons pour nos conditions de travail, pour notre pouvoir d'achat, pour nos conditions de vie et pour certains, c'est une question de survie !

Pendant des mois, nous avons lutté contre la réforme des retraites imposée par Macron, un Macron hautain et sans aucune compassion pour les futur(e)s retraité(e)s que nous sommes.

Une réforme injuste et injustifiée

Aujourd'hui, nous continuons de lutter contre cette réforme et nous continuons de demander une augmentation générale des salaires.

Parenthèse, il faut, autour de nous rappeler que les cotisations sociales ne sont pas des charges, ces cotisations nous protègent tout au long de notre vie, pour nous soigner, pour la perte de notre emploi, et bien sûr pour la retraite...

Pour revenir sur les salaires, aux dernières nouvelles, Elisabeth Borne propose la mise en place d'un "Haut Conseil des rémunérations", déclarant que les grilles de certaines branches professionnelles ne sont plus adaptées aux qualifications et que certains salariés démarrent leur vie professionnelle au smic et le sont encore des années après !!!!

Il est bien temps qu'elle s'en rende compte, cela fait des années que nous le disons !

Tout comme depuis des années, nous demandons que les femmes soient payées comme les hommes.

Public et privé, retraités ou sans emploi, nous sommes tous dans la même galère, tout est détruit autour de nous, tout est cassé, tout est pillé et ce qui reste est réservé aux plus riches.

Tout est fait pour monter les gens les uns contre les autres, tout est fait pour brouiller nos esprits et nos pensées, ne nous laissons pas faire, apprenez à penser par vous-même, ne vous laissez pas manipuler.

Le système capitaliste mondialisé n'en finit pas de produire des conséquences désastreuses pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Nous subissons contre-réforme sur contre réforme depuis des années, les grandes entreprises parapubliques ont été divisées, éclatées avec des transformations profondes comme à la poste (PTT), à la SNCF, à l'EDF-GDF, les gouvernements successifs et le patronat n'ont eu de cesse de casser les entreprises dans lesquelles se situaient l'histoire et le cœur du mouvement ouvrier.

Pour faire barrage à cette politique mortifère pour les salariés, la classe ouvrière, ne peut compter que sur ses propres organisations et sur sa résistance.

Nous devons nous renforcer, créer de nouvelles implantations dans tous les secteurs d'activité.

Renforcer nos positions est une nécessité car pour résister et reconquérir nos droits, la classe ouvrière doit nécessairement s'organiser.

Comme toujours, nous ne pouvons compter que sur notre nombre et sur le rapport de forces pour faire aboutir nos revendications.

Rien ne nous a jamais été donné, nous avons toujours dû arracher nos droits et qui d'autre que la CGT pour défendre les intérêts des salariés ?

A notre niveau, ce développement n'est possible que si notre UL est forte et présente sur le terrain, elle doit être organisée et parcourir les protocoles, distribuer aux portes des entreprises, suivre les syndiqués et les syndicats, etc...

Je sais qu'avec la pandémie, les collectifs militants ont été mis à mal.

Je sais que vous êtes absorbés par votre CSE, je sais que vous avez moins d'heures de délégation et moins d'élus, je sais que le temps personnel est précieux, je sais tout ça, mais il faut trouver un juste milieu entre rien et un peu.

La ligne de route de l'UL pour les 3 années à venir doit être définie avec tous et toutes, il faut débattre de ce futur, comment fait-on ? Que fait-on ? Qui peut faire quoi ?

Vous avez pu le voir dans le rapport, l'activité de l'UL est nombreuse, formation, communication, juridique, syndicalisation, orga, élections et sans oublier les manifs.

Ces manifs demandent de la préparation, des distributions, du collage, encore une fois, il faut être sur le terrain, et il faut y être en nombre pas seulement 3 ou 4.

Le 13 octobre, 220 rassemblements et manifestations ont eu lieu partout en France pour exprimer l'exigence de mieux vivre des fruits de notre travail, dans le respect et la dignité.

La conférence sociale convoquée par le président

de la République, doit être le lieu où lui et son gouvernement doivent entendre et prendre véritablement en compte l'exigence de justice sociale par l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux.

L'inflation impacte tout particulièrement et violemment les ménages les plus modestes et près d'un français(e) sur trois rencontre des difficultés à se procurer une alimentation saine lui permettant de faire 3 repas par jour

Nous sommes un sur cinq à vivre à découvert, c'est 31 % pour les ouvrier(e)s et 25 % pour les employé(e)s et 45 % des français(e)s déclarent être dans l'incapacité de payer certains actes médicaux !

Les qualifications ne sont plus reconnues et rémunérées à la hauteur des richesses qu'elles permettent de créer.

Pour les fonctionnaires, la hausse de 1,5 % du point d'indice ne rattrape par l'inflation et les effets de douze ans de gel qui ont fait perdre 16 % de pouvoir d'achat aux agents

La France n'a jamais été aussi riche et jamais il n'y a eu autant de pauvreté et de précarité. Le CAC 40, les entreprises qui le composent, versent des milliards d'euros à leurs actionnaires pendant que les salarié(e)s se serrent la ceinture tous les mois.

Baisse du pouvoir d'achat, baisse des salaires et hausse démesurée des profits, il est plus que temps d'agir !

La CGT porte des propositions dans l'intérêt de l'ensemble du monde du travail, pour augmenter les salaires tout en préservant notre système solidaire de protection sociale pour améliorer le quotidien des plus précaires (temps partiel/contrats courts).

La CGT a obtenu la tenue d'un atelier supplémentaire consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Sujet essentiel qui méritait bien mieux qu'un vague saupoudrage !

Il faudra poursuivre les mobilisations dans les entreprises et les territoires, interpeller le patronat – pour exiger l'ouverture immédiate de négociations salariales – et les pouvoirs publics, pour les fonctionnaires et les retraité(e)s.

Nous avons du pain sur la planche, la CGT doit être présente, la CGT doit être battante, la CGT doit être forte...

Alors, vive la CGT.

Je vous souhaite un bon congrès et donne la parole au président de séance.

INTRODUCTION AU DEBAT par Michel SERVOLLE

THEME : SALAIRES - EMPLOIS - RETRAITES

Depuis notre dernier congrès, en 2017, nous avons connu une crise sanitaire sans précédent qui s'inscrit dans une autre crise beaucoup plus profonde et qui perdure tant sur les plans économique, social, sociétal qu'environnemental : je veux parler de la société dans laquelle nous vivons : le capitalisme, dont le caractère financier et outrancier est maintenant devenu un danger tant pour la planète que pour ceux qui la peuplent ; une crise qui ne cesse de croître depuis un demi-siècle.

Le début de cette intervention peut vous sembler hors sujet syndicalement parlant. Je ne le pense pas car cette société doit être au cœur même de nos discussions quotidiennement et notamment autour des thèmes tels que : Salaire, Emploi et Retraites. Interrogations récurrentes dans un système économique qui nourrit les inégalités et conduit à ne satisfaire qu'une minorité de profiteurs, système qui se trouve aux antipodes de notre démarche syndicale et cela depuis la création de la CGT.

Aujourd'hui plus que jamais c'est MILLIARDAIRES contre SALAIRES.

Comment peut-on encore dans cet environnement hostile et dangereux trouver des réponses à ces questions que nombre de nos concitoyens se posent, mais que nous devons poser :

- Peut-on encore développer de l'emploi conforme au développement et à l'émancipation de tous ?
- Peut-on espérer des salaires décents, dignes de notre temps et non plus vivre dans l'angoisse du lendemain, alors que certains se gavent de richesses pourtant créées par le travail mais toujours aussi mal réparties ?
- Peut-on avoir des retraites significatives pour assurer la fin d'une existence la plus longue possible ? (*La vie n'étant plus comme au dix-neuvième siècle essentiellement fondée uniquement sur le travail ; tout cela devant bien sûr se faire dans un cadre respectant les individus et l'environnement.*)
- Comment quitter ces états de subsistance dans lesquels une majorité de nos concitoyens se trouvent pour atteindre enfin et ce n'est pas trop demandé un état d'existence, propre à l'épanouissement de tous, que l'on soit privé d'emploi, travailleur, pensionné ou retraité ?

- Pour inverser l'ordre des choses, en tant que citoyen, nous avons le droit d'être en colère mais en tant que syndicaliste nous avons le devoir de canaliser cette colère en allant au-devant de tous :
- Salariés du privé comme du public,
- Retraités de plus en plus plongés dans la misère, parfois contraints de reprendre un petit boulot pour subvenir aux besoins les plus essentiels, quand ils ne sont pas contraints à se passer de soins parce que tout simplement ceux-ci sont devenus inaccessibles
- Privés d'emploi dont les effectifs grandissent dans la plus pure déconsidération de la part de nos gouvernants et des grands médias, plus préoccupés par leur intérêt de classe que par l'avenir et des citoyens et de la planète

De classes en lutte à la lutte de classes il n'y a qu'un pas que l'on ne doit plus hésiter à franchir. Il faut rappeler avec force que dans cette société si la CGT est indépendante, pour autant elle n'en est pas moins neutre. Ces questions qui traversent la société depuis des années doivent donc animer nos réflexions quotidiennes.

Aujourd'hui notre démarche doit être de renverser cette tendance par un rapport de force énergique et constructif. Alors comment, devons-nous agir en tant que syndicalistes responsables ?

Ce thème doit piloter nos luttes à venir ; mais pour aborder ensemble, j'apporterai quelques éléments pour nourrir le débat ! En 2008, lors de la crise financière où les États, à grand coup d'argent public, ont volé allègrement au secours des banques, on comptait dans le monde 456 millions de travailleurs vivant en-dessous du seuil de pauvreté, soit à l'époque 1,25 dollar / jour, soit environ moins de 1 € ; depuis un peu plus de 50 millions supplémentaires sont venus grossir cette cohorte, et c'est toujours les mêmes recettes qui nous sont servies au menu du quotidien (moins de services publics qui coûteraient trop cher, comme la sécurité, l'éducation, la santé, les transports etc.); l'État abandonnant de plus en plus ses fonctions régaliennes au profit du privé pour toujours plus d'économies et est-ce que ça va mieux pour autant ? Dans le même temps la haute finance se porte bien, merci pour elle !

Je reprendrai une fois n'est pas coutume une déclaration du Pape FRANCOIS qui en octobre 2020 au

plein cœur de la crise sanitaire déclarait, je le cite : « *Tant qu'au centre de l'économie mondiale, il y a le Dieu argent et pas la personne, c'est là le premier terrorisme* » Quoi qu'on puisse penser de ce pape et face à ce terrorisme-là qui ne dit pas vraiment son nom, il faut non seulement entrer en résistance, mais lutter avec plus de vigueur et d'acharnement.

Je veux aussi faire remarquer que la crise sanitaire n'a pas été vécue de la même manière par tout le monde.

Entre mars 2020 et décembre 2020, pendant que les files d'attente s'allongeaient devant les soupes populaires (4 millions de sollicitations pour le Secours Populaire, les Restos du Cœur débordés), pendant que certains devaient se satisfaire de 7€ par jour tout compris, d'autres, beaucoup moins nombreux, amassaient un petit pactole et affichaient honteusement des profits de plusieurs milliards, notre champion national, B. Arnault n'étant pas en reste(+ 174 MM€) à telle enseigne que ce sont 28,6 milliards d'euros dans la même période qui ont été versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40. Je vous rappelle que selon le Secours Catholique, dans cette même période, le nombre de pauvres a atteint en France les 10 Millions fin 2020 et le nombre de précaires ayant basculé dans la pauvreté augmentait lui de 1 Million.

Aujourd'hui les milliardaires dictent leur loi du profit avec l'assentiment de nombre de gouvernements au nombre desquels on compte le nôtre mais également certains de ceux qui l'ont précédé.

V.HUGO disait : « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches »

Et comme par enchantement le train des réformes libérales est toujours sur les rails d'un pouvoir ultralibéral (retraites, assurance-chômage, RSA etc.) et pendant toute cette période difficile pour beaucoup, le gouvernement a offert au patronat « l'artillerie lourde » en lui offrant de restreindre les droits sociaux et les libertés, notamment syndicales, libertés syndicales que l'on voit de plus en plus être criminalisées parce que l'activité syndicale, notamment la nôtre, dérange.

La CGT a une autre vision de la Société. Il nous faut prendre toute notre part pour réinventer le monde, le ré-enchanter, le rendre plus attractif, plus inventif, plus participatif, plus redistributif, plus solidaire et surtout plus pacifique ; la CGT s'y attelle depuis des années. C'est dans ses gênes, son ADN. Ça doit être notre combat quotidien.

Alors comment actionner le balancier qui mobilisera et inversera la tendance du moment ?

Concernant l'Emploi : La France a perdu plusieurs millions d'emplois en trente ans dans des secteurs clés où nous étions en pointe, principalement dans l'industrie, avec souvent la complicité et l'assentiment des institutionnels (gouvernements, parlements) contribuant au départ de ces fleurons à l'étranger ; ceux qu'on appelait « les bijoux de famille » et même si la tendance à la relocalisation de l'industrie semble pointer son nez (*encore qu'il faille y regarder de près*) que de temps et de moyens perdus au nom d'un capitalisme destructeur (*parce qu'ailleurs pour le capital la règle c'est trouver des territoires où gagner toujours plus et plus vite et ce au détriment des salariés exploités*).

Que nous dit cette crise ? Le capitalisme tente de se renouveler constamment et il y parvient. Un exemple : avant, nous avons les colonies garantissant des ressources en quantité plus que suffisantes pour nos économies au détriment des populations autochtones. Les colonies ont disparu mais le capitalisme s'est ressourcé et a poursuivi le pillage de ces pays au détriment de ceux qui y habitent. Mieux, il a conquis des marchés là où la main d'œuvre est la moins chère plongeant de ce fait les travailleurs d'ici dans des situations analogues à celles de leurs frères des pays exploités.

L'exemple typique de la Chine est significatif : elle était devenue le grand atelier du monde et dont les économies occidentales sont largement tributaires, tout en fermant les yeux pudiquement sur les atteintes aux droits élémentaires des travailleurs chinois.

Et patatras ! Avec la pandémie, la production de la Chine quasiment à l'arrêt a fortement impacté nos propres systèmes de production et de distribution. Pire : le vilain pays communiste était devenu le client exclusif du monde occidental privant nombre d'artisans et d'usines de fonctionner. Mieux : la Chine achète et l'on vend sans regarder même si cela occasionne des manques dans nos besoins : l'exemple de la filière bois. L'exemple est typique du capitalisme : gagner en important de la Chine devenu client, quitte à développer une pénurie dans la demande de l'hexagone. On nous parle depuis quelques mois de réindustrialiser la France ! mais à quel prix ? Les subventions publiques continuent de tomber dans les mêmes mains : allègements de « charges patronales » sans contrepartie, dignes de celles que l'on a connues précédemment pour quels résultats ?

Concernant les Salaires : Pendant la pandémie, chaudement applaudis à grand concert de fenêtres qui claquaient ou ces français qui applaudissaient au balcon le soir à vingt heures, le gouvernement

s'était engagé à revaloriser leurs salaires de « premiers de corvée » : personnel de santé, chauffeurs, agents publics relayant les besoins des confinés, caissières et pardon si j'en oublie. Nous répondions récemment par des concerts de casseroles, mais est-ce suffisant ?

Où est-on aujourd'hui ? Réalités ou vœu pieux ? On vante, *et on y adhère parfois malgré nous*, le système de prime mais jamais celui des salaires ; les deux ont une différence capitale : les primes ne sont pas socialisées, n'entrent pas dans le système de protection sociale. Elles ont certes un effet immédiat mais posent question sur le temps long. Sans oublier les résultats désastreux des NAO qui ne se soldent que par des refus systématiques de redistribution des richesses produites, voire des augmentations au rabais.

Cette vieille recette capitaliste est encore prégnante y compris dans nos rangs. Pourtant les revendications demeurent : on entend ici ou là :

- On se bat pour des augmentations de salaires pas pour des primes, lesquelles sont sources de discorde au sein des collectifs de travail
- Une meilleure prise en compte de la pénibilité de notre travail
- Les luttes menées consistent plus à conserver qu'à gagner, etc.

Quelques pistes :

- Revalorisation des bas salaires et plafonnement des hauts,
- Rééquilibrage des salaires et des dividendes dans la valeur ajoutée produite, la grande finance affichant honteusement des chiffres époustouflants.
- Egalité salariale Homme / Femme
- Quand les personnels soignants réclamaient des moyens physiques et surtout une reconnaissance salariale pour assurer leur tâches primordiales et essentielles à la vie de la nation, l'académicien Erik ORSENNA posait une question en 2020 : « Qui est le plus utile à la société : des traders ou des soignants ? Alors pourquoi on rémunère les premiers 100 fois plus que les seconds ? » Le salaire est et doit rester un élément déterminant dans la vie de celle ou celui qui travaille ainsi que pour celle ou celui qui recherche un emploi.
- Grâce au système de cotisations par répartition performant dans son principe -pourtant bien mis à mal ces dernières années- il doit être permis à chacun de vivre tout en contribuant à faire tourner la machine économique. Pour cela il faut donc des salaires conséquents et fortement socialisés, une politique

d'emploi développée pour abonder les caisses de la protection sociale, une part raisonnable mais suffisante du salaire qui doit rester socialisé et non une cotisation à l'assurantiel qui ne garantit que des droits individuels : je pense notamment au capital qui n'est pas taxé à hauteur de ce qu'il devrait être, moins que les salaires en tout cas. Notre camarade Ambroise CROIZAT, père de la Sécu ne disait-il pas : « Ne parlez pas d'acquis sociaux mais de conquies sociaux, parce que le Patronat ne désarme jamais »

- *Certains économistes au nom desquels Thomas Piketty et Mariana Mazzucato avancent l'idée selon laquelle : « Des salaires minimum adéquats et une négociation collective forte ne sont pas seulement bons pour les salariés. Ils le sont aussi pour l'économie »*

En 2021 une étude de la C.E.S disait que le salaire minimum ne protège pas les travailleurs de la pauvreté dans au moins 17 pays sur les 27 que compte l'UE, la France étant au nombre de ceux-là. C'est la raison pour laquelle elle a proposé la mise en place d'un « seuil de décence ». C'était une des raisons de la mobilisation du 13 octobre dernier.

Concernant les Retraites :

Les retraités seraient-ils condamnés à penser et vivre au rabais en attendant la mort ? Comment espérer vivre sa retraite décemment sans prendre en compte les demandes de revalorisation des pensions ?

A. CROIZAT, ministre communiste du Travail au sortir de la guerre et père de la Sécurité Sociale en 1946 déclarait : « La retraite ne doit plus être l'anti-chambre de la mort mais une nouvelle étape de la vie »

Comment continuer à vivre décemment *même quand le grand âge approche*, et cela grâce à un montant de retraite permettant de poursuivre son existence qui ne doit pas se résumer uniquement à attendre le dernier souffle ?

Les périodes de crise et singulièrement les plus délicates comme la pandémie du COVID sont des périodes qui ont démontré l'utilité des retraités comme relais essentiel de la famille surtout quand il s'est agi de garder les petits enfants parce que le ou les parents devaient repartir au front, travailler pour que d'autres continuent de vivre.

Combien de retraités trouve-t-on engagés dans le mouvement syndical, associatif ou exerçant des mandats politiques, faisant fonctionner la société et le commerce, du moins pour ceux qui le peuvent encore ?

Contrairement à ce que certains voudraient laisser croire, nous devons insister, *-pas suffisamment à mon goût-* sur l'idée selon laquelle les retraités ne sont pas une charge pour la société mais bien un investissement.

Un retraité ne coûte pas à la société mais il lui rapporte, tant financièrement que socialement.

Digne représentant d'un capitalisme repeint aux couleurs du libéralisme pendant ses deux quinquennats sans oublier son passage actif sous « l'ère Hollande », Macron et ses comparses, - ça va d'anciens socialistes recyclés « *macronistes* » jusqu'à l'extrême droite - demeurent les plus féroces adversaires des droits sociaux pour ne pas dire les plus destructeurs, confirmant en cela trente années d'un capitalisme sauvage : la rançon du recul social.

Mais est-on prêt à en reprendre pour 5 ans de plus avec je ne sais quel candidat ou même laisser arriver le pire qui pointe son nez ? La peste brune plane sur l'Europe et notre pays n'y échappera pas. « Le ventre de la bête immonde est encore fécond » disait B. BRECHT.

On ne pourra pas faire l'économie d'une réflexion poussée dans nos rangs sur le rôle que joue et risque de jouer le Rassemblement National dans un futur très proche et quelle doit être notre attitude. Nous devons insister là-dessus : non, le parti fasciste n'est pas le représentant du peuple comme il s'en réclame mais, une fois aux affaires il sera comme par le passé un serviteur zélé du capitalisme : souvenons-nous de ceux qui en 1936 criaient : plutôt Hitler que le Front Populaire ! Ce sont les mêmes, certes dans une forme plus édulcorée qui aujourd'hui sont aux portes du pouvoir ! Ne nous laissons pas leurrer une nouvelle fois ?

On a changé la vitrine du magasin mais c'est la même marchandise que l'on y vend à l'intérieur »

Pour conclure mon invitation au débat, je reprendrai ce que disait Elsa Triolet, grande poétesse du XX siècle : « Dans la nuit la plus noire, il y a toujours un cinq heures du matin où la lumière du jour palpite et refléurit ». Dans cette nuit macronienne ayant plus concouru à nous spolier de nos droits qu'à les améliorer, il est plus que temps et de notre devoir de rallumer cette lumière.

Voilà chers camarades quelques éléments livrés à votre sagacité pour entamer une discussion qui doit permettre de dégager des revendications raisonnables et constructives, dignes à la fois pour l'avenir du monde ouvrier et du syndicalisme français, européen et international.

Pardon de vous avoir paru un peu long. Maintenant place au débat et longue vie à la CGT.

Je rends sans plus tarder la parole au (à la) président (e) de séance.

ARGUMENTAIRE au DEBAT

Selon une étude de la CES publiée en 2020

« 35 Millions de salariés, dont plus de 3 660 000 en France ne sont pas partis en vacances cet été, en raison du niveau de leur rémunération qui ne leur permet pas de partir.

En France les inégalités se sont creusées de 1,6 point

Selon l'étude de la C.E.S :

- Les salaires calés sur les minima légaux sont inférieurs au seuil de pauvreté.
- Le salaire minimum ne protège pas les travailleurs de la pauvreté dans au moins 17 pays sur 27 dont la France
- L'accroissement des inégalités en matière de vacances démontre que les bénéfices de la croissance en Europe au cours de la dernière décennie n'ont pas été répartis de manière équitable

C'est pour ces raisons qu'elle propose en matière de salaire la mise en place d'un « **seuil de décence** » tenant compte de certains critères par exemple : (Réalité du pouvoir d'achat, niveau général des salaires, et leur redistribution, moyenne des augmentations salariales, productivité du travail...) avec pour principe de base :

- ➔ Pas de salaires inférieurs à 60% du salaire médian ou 50% du revenu moyen.

Doit-on être surpris que Business Europe, le lobby patronal européen crie au scandale : pour lui cette mesure serait « un aller simple pour le désastre » ou encore « une monstruosité juridique » ?

Macron en bon jésuite, applique à sa politique l'effet Mathieu (voir l'évangile selon St Mathieu) : « A celui qui a, il sera beaucoup donné et il vivra dans l'abondance, mais à celui qui n'a rien, il sera tout pris même ce qu'il possédait » Bon je vous le concède ; c'est une thèse qui date et qui ne devrait plus être dans l'air du temps, mais quand même !

Vierzon le 02.08.2021
Réactualisé le 23.09.2023





LIQUIDATION DE FRET SNCF : LA DIRECTION PASSE AUX AVEUX !

Une table ronde sur l'avenir du fret SNCF s'est tenue ce jour. Empêtrée dans ses incohérences liées à la discontinuité de l'activité, la direction avoue sa complicité avec le Gouvernement et la Commission européenne. La CGT a quitté la séance, suivie des autres organisations syndicales.

Depuis le 18 janvier dernier et la parution d'un communiqué de la Commission européenne annonçant l'ouverture d'une procédure à l'encontre de l'État français sur des aides financières non conformes avec les règles libérales de la concurrence, les réunions avec la direction se sont multipliées et les masques tombent les uns après les autres.

À l'appui du travail engagé par les élus CGT du CSE Fret SNCF, les syndicats CGT de proximité et la Fédération, il est aujourd'hui avéré qu'il s'agit bien d'une pièce de théâtre dont nos dirigeants sont les initiateurs.

Non, la Commission européenne ne demande pas à l'État et à la SNCF d'engager une discontinuité de l'entreprise Fret SNCF !

Contrairement à ce qu'annonce la direction à grands renforts de communication, liquider Fret SNCF ne mettra pas fin à la procédure lancée par la Commission européenne, d'ailleurs celle-ci ne rendra son rapport d'instruction que dans un délai de 18 à 24 mois.

Non, les cheminots transférés dans les nouvelles filiales créées par l'entreprise ne conserveront pas les accords d'entreprises sur les conditions de travail, les salaires, la cessation progressive d'activité, le temps partiel, les facilités de circulation, etc.

Tous les accords existants aujourd'hui devront être renégociés à l'instar des transferts de cheminots dans le cadre de l'ouverture à la concurrence TER ou dans le projet du GIE. L'objectif assumé, c'est polyvalence, productivité et *dumping* social.

Non, le transfert des cheminots du Matériel (Technifret) dans une filiale de droit privé n'est pas une demande de la Commission européenne !



De l'aveu même de la direction, la création d'une filiale de maintenance de fret ferroviaire est une stratégie de l'entreprise dans le cadre d'une productivité accrue, en abaissant les droits et conditions sociales des cheminots.

Avec une commission d'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale, à l'initiative de la gauche progressiste, l'audition prochaine des élus du CSE Fret par la Commission européenne, la saisie du Conseil économique et social européen et la multitude de démarches engagées à tous les échelons, **nous avons demandé à la direction SNCF de suspendre son projet de liquidation !**

La réponse de la direction a été négative !

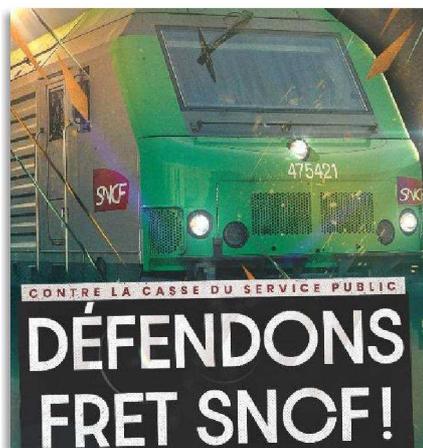
C'est donc bel et bien une stratégie de la direction SNCF préparée depuis la réforme du ferroviaire en 2018 qui est à l'œuvre, avec la complicité du Gouvernement.

Six États, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie, l'Italie et l'Allemagne, avec la France, sont sous le joug d'une procédure de la Commission européenne, seul l'État Français liquide son opérateur public de fret ferroviaire.

Dans la continuité de cette table ronde, au comité de groupe SNCF dont l'ordre du jour contenait le sujet du Fret SNCF, l'ensemble des sept organisations syndicales représentatives, à l'appui d'une déclaration commune lue par le secrétaire CGT de l'instance, a quitté la séance.

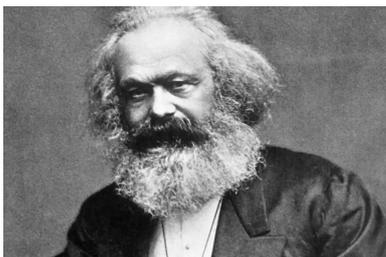
La direction SNCF s'agenouille devant les libéraux, pas la CGT des Cheminots !

La fédération CGT des cheminots rencontrera prochainement les organisations syndicales pour donner suite aux initiatives qui se déroulent actuellement sur l'ensemble du territoire, de même qu'elle appelle ses militants locaux à engager, dans un premier temps, des rencontres sur l'ensemble des sites ferroviaires Fret, afin de décider des suites revendicatives qu'il convient maintenant de donner, dans les jours et semaines à venir.



**Ils veulent détruire notre
entreprise publique,
engageons la riposte !**

& La maxime du mois &



***LE CAPITALISME TEND À DÉTRUIRE
SES DEUX SOURCES DE RICHESSE :
LA TERRE ET LE TRAVAILLEUR***

KARL MARX